

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°193 du lundi 11 octobre 2021- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Transition en Guinée  
**Le colonel Mamadi Doumbouya investi président**



Primature  
**Mohamed Béavogui installé dans ses fonctions**



Le groupe Djoma Médias attaqué

**L'Urtelgui condamne l'acte !**



Ecole guinéenne

P.2

**Une rentrée qui s'annonce dans un contexte difficile**

Construction du tronçon Kankan-Kissidougou

**Kaba GUITER répond au patron d'EBOMAF**

P.5

« Racisme », « arrogance »

P.7

**Au sommet de Montpellier, les Africains ne ménagent pas la France**

Thierno Mamadou Bah, ancien journaliste  
**«Le Colonel Doumbouya est lucide et reste droit dans ses bottes »**

P.3



Edito à vue l'Aigle

**Pour ou contre une transition de courte durée**

P.2

Plus d'un mois après la chute brutale du régime d'Alpha Condé et l'investiture du nouvel homme fort du pays, l'on ne sait toujours pas quelle sera la durée de la transition au terme de laquelle le pouvoir sera remis aux civils.

## Edito à vue d'Aigle



### Pour ou contre une transition de courte durée

**Plus d'un mois après la chute brutale du régime d'Alpha Condé et l'investiture du nouvel homme fort du pays, l'on ne sait toujours pas quelle sera la durée de la transition au terme de laquelle le pouvoir sera remis aux civils.**

Comme on le sait, depuis le 5 septembre dernier, c'est le colonel Mamadi Doumbouya qui est aux commandes de la Guinée, suite au coup d'Etat que lui et ses camarades du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) ont réussi contre le régime d'Alpha Condé. Lors de sa prestation de serment, le 1<sup>er</sup> octobre 2021, comme président de la transition devant la Cour Suprême, l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales a réitéré sa volonté et son engagement à organiser des élections libres et transparentes auxquelles il ne sera pas candidat. Il en a profité pour rappeler que sous la direction du Comité National du Rassemblement pour le Développement, le pays s'est doté d'une Charte de la Transition, qui prévoit, notamment, un Gouvernement de Transition et un Conseil National de Transition, qui auront la charge de dérouler les différentes missions de la Transition, que sont : la rédaction d'une Nouvelle Constitution ; la refondation de l'Etat ; la lutte contre la corruption ; la réforme du système électoral et la refonte du fichier ; l'organisation des élections libres, crédibles et transparentes ; et la réconciliation nationale.

Un Premier ministre de transition a été nommé, en la personne de Mohamed Béavogui, mais, comme indiqué plus haut, l'on n'a aucune idée de la durée de cette transition qui cristallise toutes les attentions en Guinée et au-delà.

Pour certains, l'exécution correcte de toutes ces tâches citées plus haut ne saurait se faire dans la précipitation, au risque de répéter les erreurs du pays. Il va falloir donc donner suffisamment de temps au CNRD pour mettre de l'ordre dans les institutions et réunir les conditions d'élections libres et transparentes.

Pour d'autres par contre, il faut plutôt une transition de courte durée (entre 6 et 15 mois), à l'image de la CEDEAO, l'organisation sous régionale, qui, on le sait, avait exigé la tenue des élections dans 6 mois pour remettre le pouvoir aux civils. Peut-être que cette question de durée sera tranchée par le Conseil national de la transition (CNT), qui fera office de parlement, pour mettre tout le monde d'accord sur cette transition qui suscite beaucoup d'espoir chez les Guinéens de tous les bords. C'est pourquoi, les Guinéens, dans leur écrasante majorité, attendent impatiemment la mise en place du gouvernement et du conseil national de transition (CNT) pour baliser sereinement le chemin menant à la tenue d'élections libres et transparentes en Guinée.

Kéfina Diakité

Ecole guinéenne

## Une rentrée qui s'annonce dans un contexte difficile

**La rentrée des classes, au niveau de l'Enseignement pré-universitaire, est annoncée pour le 21 octobre 2021. Une rentrée qui s'annonce dans un contexte particulièrement difficile pour les parents d'élèves.**



L'année scolaire et universitaire, on le sait, comprend neuf mois. D'octobre à juin, élèves, étudiants et leurs encadreurs vont à l'école cinq à six jours dans la semaine pour le déroulement correct de leurs programmes respectifs. Après les compositions de passage en classe supérieure, du primaire au supérieur en passant par le secondaire et le professionnel, les examens nationaux (Entrée en 7<sup>ème</sup> année, Brevet d'études du premier cycle, baccalauréat) et l'examen de sortie des écoles professionnelles ont été programmés sur tout le territoire national. Certains élèves ont mis les vacances à profit pour voyager à l'intérieur ou à

l'extérieur du pays ou s'adonner à des activités d'apprentissage ou génératrices de revenus : petit commerce, gardiennage, cirage, coiffure, couture, cuisine, etc. Dans les différents marchés de Conakry, notamment à Madina, nombreux sont les élèves et étudiants, des deux sexes, qui ne se sont pas fait prier pour pratiquer le petit commerce le long de l'Autoroute ou à Avaria pour se faire un peu d'argent. D'autres ont préféré changer d'air pour aller passer quelque temps dans le village ou la ville d'origine de leurs parents où des tournois de football sont souvent organisés dans le cadre de l'animation des vacances scolaires par la couche juvénile.

Les enfants issus de familles fortunées ont certainement passé leurs vacances à l'extérieur du pays, s'ils n'ont pas passé un permis de conduire au niveau d'une auto-école. Il y en a aussi qui ont appris un métier pendant les trois mois de vacances. Il suffit de se rendre dans les ateliers de couture ou de coiffure pour s'en convaincre aisément. Vous y trouverez beaucoup de collégiennes, lycéennes, voire des étudiantes déterminées à apprendre un métier parallèlement à leurs études. Certains enseignants ont organisé des cours de vacances à l'intention des élèves candidats à un examen national, histoire pour eux de parvenir à joindre les deux bouts pendant cette période de soudure. En revanche, pour les élèves insouciantes, les vacances scolaires ont été plutôt synonymes de soirée arrosée, de show de la rue ou de tournoi de football.

La rentrée des classes, au niveau de l'Enseignement pré-universitaire, est annoncée pour le 21 octobre 2021. Les pauvres parents vont devoir faire face aux nombreuses dépenses liées à ladite rentrée : frais d'inscription et de réinscription dans les établissements privés; achat de fourniture scolaire ; achat et couture des tenues. Un véritable casse-tête pour les ménages dans leur ensemble.

Kéfina Diakité

## Université Julius-Nyerere de Kankan

### Le secrétaire général contesté par le syndicat

**A l'université publique Julius Nyerere de Kankan, le syndicat national autonome de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (SNAESURS) demande le départ du pool financier et du secrétaire général de l'institution. Les raisons...**

« Ce que nous reprochons aux nouvelles autorités de l'université de Kankan, c'est la mauvaise gouvernance, la malversation financière et l'abus d'autorité. A cela s'ajoutent le non-paiement de la ristourne 2020-2021, le non paiement des frais de stage des départements, l'interférence du pool financier dans les activités des différents services, la menace de mutation arbitraire proférée par les autorités du rectorat suite aux revendications formulées par les enseignants chercheurs, la révocation sans motif des enseignants

chercheurs de leurs postes de responsabilité, le non respect du protocole d'accord en date du 18 janvier 2020, la différence de traitement du pool financier par rapport aux services pédagogiques d'appui technique et scientifique. », a fait savoir le syndicat à travers une déclaration en date du 8 octobre. Et d'ajouter : « L'assemblée a décidé du départ du secrétaire général de l'université qui est non négociable, le départ du pool financier et assistant, DAF, agents comptables, chefs comptable et contrôleur financier

aussi non négociable. Cependant, tous les points qui font l'objet de la lettre d'information en date du 24 septembre 2021 adressée au bureau exécutif national seront exécutés par la nouvelle équipe...A cette occasion, nous demandons à la nouvelle autorité de prêter une attention particulière à cette situation pour une issue favorable. »

Tidiane Diallo

## Thierno Mamadou Bah, ancien journaliste

«Le Colonel Doumbouya est lucide et reste droit dans ses bottes »

Dans un entretien accordé à notre rédaction, l'ancien journaliste et homme politique, Thierno Mamadou BAH parle de la junte militaire et livre ses vérités.

**L'Aigle Infos : Un PM vient d'être nommé. Comment avez-vous apprécié le choix porté sur Mohamed Béavogui ?**

**Thierno Mamadou Bah :** Le Colonel Mamadi Doumbouya a montré par ce choix, qu'il est non seulement lucide mais qu'il reste droit dans ses bottes pour mener à bien la transition. Mohamed Béavogui est un bon choix. Et cela prouve à suffisance que le Président Mamadi Doumbouya garde une certaine indépendance et résiste aux différentes pressions d'où qu'elles viennent. Mohamed Béavogui est un homme d'une grande expérience ayant un carnet d'adresses très bien fourni. Toute chose dont a fort besoin la junte militaire en place pour mener sereinement et à bien la transition. N'oublions pas qu'autour du Chef de l'Etat, il y a des têtes bien faites comme l'ancien PM Kabinet Komara, le Général Idi Amin, le Colonel Amara Camara et tant d'autres. Le Président Mamadi Doumbouya est bien entouré et c'est bien parti. Espérons que tout se passe bien jusqu'au bout, pour le bonheur du peuple de Guinée qui n'a que trop souffert. **Vous avez cité plusieurs noms autour du Colonel Doumbouya. Justement, que dites-vous de la nomination**



**du jeune Colonel Amara Camara comme ministre S/G de la présidence ? Ne trouvez-vous pas le poste un peu lourd pour lui ?**

Soyons positifs ! Le Colonel Amara Camara est certes jeune mais c'est déjà une sommité. C'est un très bon officier, militairement et intellectuellement bien et même très bien formé. Il est serein, respectueux et pondéré. C'est exactement l'homme qu'il faut pour ce poste.

**Le Colonel a pourtant dit qu'il n'y aura pas de recyclage. Que fait alors Kabinet Komara à la Présidence ?**

Écoutez, je ne suis pas le porte-parole du Colonel Doumbouya. Mais, l'ancien Premier ministre Kabinet Komara travaille d'arrache-pied pour aider le Chef de l'Etat à réussir cette mission pour le bien des Guinéens. C'est un homme de l'ombre qui joue un rôle extraordinairement important. Il vient de rentrer d'une importante mission. Je

pense qu'il mérite plutôt reconnaissance, respect et considération. Et ça, ce n'est pas du recyclage à mon avis. Le recyclage dont il est question parle plutôt de ces gens qui n'ont eu de cesse de piller les deniers publics et de narguer les Guinéens.

**Vous n'avez certes jamais été associé à la gestion antérieure du pays. Ou faut-il, pour une fois, vous attendre dans le gouvernement de transition ou au CNT ?**

Peut-être ni dans l'un ni dans l'autre. Je suis cependant disposé à aider le Colonel-Président à mener à bien cette transition. Je l'ai déjà dit au Chef de l'Etat et il le sait. Et vous savez que pour mener à bien cette transition, le Président Doumbouya aura besoin de tout le monde. C'est à lui cependant de décider à qui confier un rôle officiel et public. Le plus important, c'est que ça marche pour le bien de la Guinée.

**Six bonnes semaines après le coup d'Etat, la durée de la transition n'est toujours pas définie. Qu'en dites-vous ?**

Que voulez-vous que j'en dise ? Ecoutez, dans la charte, il a été dit que le CNT, une fois installé, définit, de commun accord avec le CNRD, le temps que durera cette transition qui a déjà bien débuté, il faut l'avouer. Patientons et espérons que tout se passe bien. Allons-y sûrement et sereinement. Je suis cependant d'accord qu'on ne doit pas traîner le pas.

**Merci pour cette interview et ce fut un plaisir de vous revoir.** Le plaisir est partagé. C'est à moi de vous dire merci.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

## Transition

# Le Gouvernement comprendra 25 ministères et 2 secrétariats généraux

Le vendredi 8 octobre 2021, dans un décret signé du colonel Mamadi Doumbouya, président de la transition, et lu à la télévision nationale, la structure du gouvernement de transition a été dévoilée. Un gouvernement qui comprendra 25 ministères et 2 secrétariats généraux.

1-Garde des Sceaux, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme  
2-Ministère Délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale  
3-Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation  
4-Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile  
5-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger  
6-Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan  
7-Ministère du Budget  
8-Ministère du Travail et de la Fonction Publique  
9-Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

10-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage  
11-Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures  
12-Ministère des Mines et de la Géologie  
13-Ministère des Infrastructures et des Transports  
14-Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'économie numérique.  
15-Ministère de l'Urbanisme, de l'habitat et de l'Aménagement du territoire.  
16-Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime,  
17-Ministère du commerce, de l'industrie et des PME,  
18-Ministère de l'Enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation  
19- Ministère de l'Enseignement

pré-universitaire et de l'alphabétisation,  
20-Ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle  
21- Ministère de la Santé et de l'hygiène publique,  
22- Ministère de l'information et de la communication,  
23- Ministère de la Jeunesse et des Sports,  
24- Ministère de la promotion féminine de l'enfance et des personnes vulnérables,  
25- Ministère de la Culture du Tourisme et de l'Artisanat  
-Secrétariat Général du Gouvernement  
-Secrétaire Général aux Affaires religieuses

Une synthèse de Kéfina Diakité



Primature

## Mohamed Béavogui installé dans ses fonctions

**Nommé le mercredi 6 octobre par le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, le diplomate Mohamed Béavogui, 68 ans, a été installé le vendredi 8 octobre dans ses fonctions de Premier ministre, chef du gouvernement de transition.**



C'est le Palais de la Colombe qui a servi de cadre le vendredi dernier à la cérémonie d'installation du Premier ministre de transition, Mohamed Béavogui. Une cérémonie restreinte présidée par le ministre secrétaire-général à la présidence, le Colonel Amara Camara, qui avait à ses côtés d'autres membres du CNRD

(colonel Balla Samoura, colonel Abdoulaye Keïta, etc.) Pour rappel, c'est le mercredi 6 octobre, que le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé le diplomate Mohamed Béavogui, 68 ans, au poste de Premier ministre, chef du gouvernement de transition. Pour beaucoup d'observateurs

avertis, le neveu de Diallo Telli (premier secrétaire général de l'O.U.A, mort au camp Boiro) aura à relever des défis à la fois énormes et nombreux pendant cette transition qui s'ouvre dans notre pays, sous la direction du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD). Après la nomination et l'installation du Premier ministre, les Guinéens attendent impatiemment la mise en place d'un gouvernement de transition qui saura répondre à leurs légitimes attentes. Des Guinéens dont la vie aura été rythmée ces 63 dernières années par des tueries, des crises sociopolitiques à répétition, la corruption, le clientélisme, l'affairisme, le népotisme, l'impunité. Un vaste programme donc pour les nouvelles autorités. Mais comme dit l'autre, à cœur vaillant, rien d'impossible. L'avènement du Comité national du rassemblement pour le développement a suscité de l'espoir chez les Guinéens.

Kéfina Diakité

Transition en Guinée

## La délicate mais exaltante mission du Premier ministre Mohamed Béavogui

**Mohamed Béavogui a été installé dans ses fonctions de Premier ministre de transition le vendredi 8 octobre lors d'une cérémonie restreinte au palais de la Colombe. Il a par la suite décliné les grandes lignes de sa délicate mais exaltante mission à la tête de la Primature.**

« C'est avec un immense honneur et une fierté que je prends mes fonctions pour servir mon pays. Un moment très spécial de son histoire. La Guinée, depuis 63 ans n'a pas réussi à mettre les bases pour un développement juste équitable en faveur de ses populations. Ceci a conduit à une situation de crise qui a finalement mené l'armée à prendre le pouvoir sous la

conduite du colonel Mamadi Doumbouya », a indiqué Mohamed Béavogui. Poursuivant, il dira ceci : « Conformément à la charte qui a été promulguée dans son discours programme du 02 octobre, la mission est claire : créer les conditions au cours de cette transition pour permettre aux Guinéens dans un contexte de dialogue, de fraternité, de concertation, de constituer la

Guinée de demain. C'est donc un honneur pour moi de conduire le gouvernement qui permettra de mettre en œuvre ce processus sans difficulté. Un processus qui va conduire à la mise en place d'un gouvernement au service de la population de la Guinée d'une part, d'un environnement juridique juste et transparent. Et enfin, mettre en place les ressources nécessaires pour que le volet politique de la transition soit conduit sans difficulté. Ce volet politique consiste à amener tous les Guinéens à se mettre autour de la table dans le contexte du CNT pour définir clairement ce que doit être la Guinée de demain. Une Guinée où tous les Guinéens se retrouvent »

Tidiane Diallo

Durée de la transition

## Ce qu'en pense Fodé Bangoura du PUP

**Le samedi 9 octobre, le Président du Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), Elhadj Fodé Bangoura, a mis à profit l'Assemblée générale de son parti, pour s'exprimer sur la question relative à la durée de la transition en Guinée.**



Guinée, nous avons subi la même chose qu'eux. On ne leur a pas dit de faire un coup d'Etat, ce sont eux qui ont décidé, ils ont fait leur job, ils l'ont dit, c'est à nous de faire notre job. Nous connaissions la situation particulière de la Guinée avec tout ce qu'il y a à mettre en chantier », a déclaré Elhadj Fodé Bangoura. Et d'ajouter ceci : « si nous voulons une stabilité durable pour notre pays, il faut prendre le

Il y a lieu de noter que plus d'un mois après la chute brutale du régime d'Alpha Condé et l'investiture du nouvel homme fort du pays, l'on ne sait toujours pas quelle sera la durée de la transition au terme de laquelle le pouvoir sera remis aux civils. Le samedi 9 octobre, le Président du Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), Elhadj Fodé Bangoura, a mis à profit l'Assemblée générale de son parti, pour s'exprimer sur la question relative à la durée de la transition en Guinée. « Nous étions en Guinée, les militaires étaient en

temps d'écrire correctement ce qui doit être écrit. Ce que nous demandons au CNRD, c'est de nous laisser un pays avec des institutions fortes. Moi, je n'ai pas de date à leur donner. Il y a tellement à faire donc je ne sais pas quand ça va finir puisque eux-mêmes, ils n'ont pas donné de date »

En tout état de cause, il faut dire que les Guinéens sont divisés par rapport à cette durée de la transition.

Tidiane Diallo

Kemi Seba chez Lansana Diawara de la MAOG

## Ce que les deux activistes se sont dit...

**Le vendredi dernier, le président de l'ONG «Urgence Panafricainiste», Kemi Seba, a été reçu par le Président de la Maison des Associations et Ong de Guinée (MAOG), Lansana Diawara.**

Les deux activistes de la société civile ont mis cette occasion à profit pour échanger sur différents sujets. « On a toujours parlé de bonne gouvernance, on a toujours parlé de la gestion de notre démocratie mais on a extirpé de nos revendications et pendant trop longtemps en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle les questions de lutte contre le néocolonialisme, de lutte contre l'autodétermination de nos populations. Mais c'est parce que très souvent, les bailleurs de fonds des organisations des sociétés civiles africaines étaient les mêmes bailleurs de fonds qui font en réalité la force du néocolonialisme. », a martelé le Franco-béninois Kemi Seba, avant de rappeler ceci : « Tout en dénonçant le colonialisme exogène, il est important de s'occuper de nos dirigeants africains qui, de par leur

mauvaise gouvernance, sont très souvent la partie intérieure de ce colonialisme que nous combattons. »

Quant au coordinateur national de la MAOG, Lansana Diawara, il dira ceci : « À un moment donné, on avait l'impression comme si on était chez des fous, ou on marchait par la tête, ou on pouvait retrouver 1 ou 2 millions de dollars dans la maison d'un ministre ou un commis de l'État, ou on avait même constitué un groupe de délinquants politiques appelés les 518. Donc, c'est pour vous dire que c'est un sérieux problème qui était là dans notre pays... Nous pensons que les autorités de la transition vont braquer tout leur radar, pour voir clair ceux qui s'introduisent dans les rouages de la transition pour que ça soit des gens d'une probité morale irréprochable. »

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site

KéfinaFasso  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Construction du tronçon Kankan-Kissidougou

**Kaba GUITER répond au patron d'EBOMAF**

Le jeudi 7 octobre, à la faveur d'une conférence de presse, le PDG de GUITER SA, Ansoumane Kaba, a réfuté en bloc les accusations portées contre sa société par le PDG du groupe EBOMAF, le Burkinabè Mahamadou Bonkougou dans le cadre des travaux de construction des tronçons Kankan-Kissidougou et Kankan-Mandiana.



Le natif de Kankan, dans son intervention fera savoir que quand son entreprise (GUITER) exécutait son premier projet, celle du magnat burkinabè Mahamadou Bonkougou (EBOMAF) faisait le commerce entre la Chine et le Burkina pour le commerce des équipements informatiques.

« Contrairement aux allégations mensongères du sieur Mahamadou Bonkougou, à la signature du premier contrat respectivement de 305 millions d'euros pour le tronçon Kankan-Kissidougou et 184 millions d'euros pour celui de Kankan-Mandiana, les compétences de GUITER en matière des BTP n'étaient plus à démontrer sur le terrain. Un premier grand projet

Macenta-Konsankoro concrétisé sur financement USAID en 1995 était là depuis pour en témoigner éloquemment. En 2013 à la rencontre avec EBOMAF, GUITER évoluait déjà sur le terrain depuis 24 longues années. Et aujourd'hui, GUITER a 32 ans d'existence », a-t-il martelé. Et d'ajouter : « quand nous exécutions notre premier projet, EBOMAF faisait le commerce entre la Chine et le Burkina pour le commerce des équipements informatiques... » Il faut rappeler qu'il y a quelque deux semaines, le patron d'EBOMAF avait fait une sortie à charge contre GUITER SA et l'Etat guinéen.

Kéfina Diakité

Le groupe Djoma Médias attaqué  
**L'Urtelgui condamne l'acte !**

Le groupe Djoma Médias, appartenant à Kabinet Sylla "Bill Gates", ancien intendant général de la Présidence sous Alpha Condé, a été attaqué dans la nuit du samedi 9 octobre. Une attaque que condamne l'Urtelgui. Elle l'a fait savoir à travers une déclaration. Lisez...



« L'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres de Guinée (Urtelgui) a été édifée, au cours d'une réunion tenue dans les locaux du Groupe Djoma Médias, sur les circonstances de l'agression armée, dont ce membre de notre Union a été victime dans la nuit de samedi à dimanche 10 octobre 2021.

Le Bureau exécutif de l'Urtelgui a ainsi pu faire le constat de la situation et visualiser les images de la scène filmée par les caméras de sécurité du Groupe Djoma Médias.

Des témoignages recueillis sur les lieux par les membres de l'Urtelgui, il résulte que cette descente inopinée et illégale a

été effectuée par des hommes armés se revendiquant du Groupement des forces spéciales.

Au cours de cette agression nocturne menée par les deux individus armés, des coups de feu ont été tirés, faisant deux blessés.

L'Urtelgui condamne énergiquement cette agression armée et ciblée de la part d'éléments présumés issus de l'Unité d'élite anciennement commandée par le Président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya.

L'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres de Guinée exige des explications rapides

sur les circonstances de cette agression armée, suivies de sanctions appropriées contre ses auteurs et commanditaires conformément au communiqué du CNRD afférent à de tels agissements de la part des forces de défense et de sécurité guinéennes.

Enfin, l'Urtelgui, indépendamment desdites sanctions, se réserve le droit de poursuivre en justice les auteurs de cette agression. », peut-on lire dans la déclaration du Bureau Exécutif de l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres de Guinée (Urtelgui).

Kéfina Diakité

Algérie

**Le président Tebboune exige de la France le «respect total de l'État algérien»**

Un éventuel retour de l'ambassadeur d'Algérie en France, rappelé au début du mois à Alger après des propos critiques du président Emmanuel Macron, est « conditionné au respect total de l'État algérien » par Paris, a déclaré dimanche 10 octobre le président algérien Abdelmadjid Tebboune.

Le retour de l'ambassadeur d'Algérie en France « est conditionné au respect de l'Algérie, le respect total de l'État algérien. On oublie qu'elle a été un jour une colonie française (...) L'Histoire ne doit pas être falsifiée », a déclaré Abdelmadjid Tebboune à des médias algériens, dans sa première déclaration publique en réaction aux propos du président français.

« L'État est debout avec tous ses piliers, avec sa puissance, la puissance de son armée et son vaillant peuple », a poursuivi le

président Tebboune, également chef suprême des forces armées et ministre de la Défense. Il a aussi souligné à propos de l'histoire algérienne et de la colonisation française, qu'« on ne peut pas faire comme si de rien n'était ». Pour « le reste, il s'agit de leurs affaires internes », a-t-il encore dit dans une allusion à de possibles visées électoralistes des propos critiques du président français.

**Propos polémiques du président français**

Emmanuel Macron a déclenché la colère d'Alger après des propos rapportés samedi 2 octobre par le journal français Le Monde accusant le système « politico-militaire » algérien d'entretenir une « rente mémorielle » en servant à son peuple une « histoire officielle » qui « ne s'appuie pas sur des vérités ».

D'après Le Monde, le président

français avait également affirmé que « la construction de l'Algérie comme nation est un phénomène à regarder. Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française/ ? Ça, c'est la question (...) », un des passages qui ont le plus heurté l'opinion algérienne. Dans la journée du 2 octobre, Alger a décidé le rappel « immédiat » de son ambassadeur à Paris et interdit de facto le survol de son territoire aux avions militaires français de l'opération antijihadiste Barkhane au Sahel. Mardi dernier, le président Macron a dit souhaiter un « apaisement » sur le sujet mémoriel entre la France et l'Algérie, appelant à « cheminer ensemble » et à « reconnaître toutes les mémoires ».

RFI

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Pakistan

# Mort du père de la bombe atomique, Abdul Qadeer Khan

**Abdul Qadeer Khan, père de la bombe atomique au Pakistan et héros national pour ses admirateurs, est mort à 85 ans, ont indiqué les autorités pakistanaises dimanche 10 octobre, après avoir été testé positif au Covid-19 et hospitalisé plusieurs fois depuis août.**



**En résidence surveillée**

Le Dr Khan avait gagné son statut de héros national en mai 1998 lorsque la République islamique du Pakistan est devenue officiellement une puissance atomique militaire, grâce à des essais conduits quelques jours après ceux de l'Inde, l'éternelle rivale.

Il s'est ensuite retrouvé au cœur d'une polémique, accusé de diffuser illégalement des technologies, et a été placé de facto en résidence surveillée à Islamabad à partir de 2004.

Atteint d'un cancer de la prostate en 2006, il s'était remis grâce à une opération.

En 2009, un tribunal avait prononcé la fin de son placement en résidence surveillée. Depuis, il était resté soumis à une protection ultra-rapprochée, contraint d'informer à l'avance les autorités de chacun de ses mouvements.

**Une influence précieuse pour la Corée du Nord...**

La mort d'Abdul Qader Khan ce 10 octobre coïncide avec le 76e anniversaire de la création du Parti du travail en Corée du Nord, rapporte notre correspondant à Séoul, **Nicolas Rocca**. Tout un symbole car le scientifique pakistanais a été arrêté en 2004 pour avoir vendu

les secrets nucléaires d'Islamabad, notamment à Pyongyang.

Poussé par son pays à des confessions publiques, il avait reconnu son rôle dans la livraison d'équipements et le partage d'informations avec l'État nord-coréen. Mais après plusieurs années de détention, le docteur Khan avait révélé des documents prouvant selon lui la corruption de plusieurs officiels pakistanais dans ce dossier.

Si Islamabad a reconnu avoir livré des plans et des centrifugeuses, Khan a fréquemment été pointé du doigt comme seul responsable. Ce dernier a affirmé en 2011 avoir organisé une transaction de 3 millions de dollars entre Pyongyang et de nombreux officiels Pakistanais. Outre la livraison de matériel, Khan affirmait que dans les années 1990 des dizaines de nord-coréens ont pu travailler au sein du laboratoire nucléaire du Pakistan.

Plus de vingt ans après ces échanges, la Corée du Nord est désormais une puissance nucléaire dont le pouvoir de dissuasion est aussi en parti dû à Abdul Qadeer Khan...

**...et pour l'Iran**

Il y a trois ans, l'ancien président

Hassan Rohani, a révélé que l'Iran avait obtenu sa première centrifugeuse destinée à faire de l'enrichissement d'uranium au Pakistan, relate notre correspondant à Téhéran, **Siavosh Ghazi**. « La première centrifugeuse a été ramenée en Iran après des négociations entre l'ancien président Akbar Hashemi Rafsandjani avec les autorités pakistanaises », avait déclaré Hassan Rohani sans en préciser la date. Il s'agissait sans doute de l'époque où Hashemi Rafsandjani était président de la République au début des années 1990.

Les scientifiques iraniens ont alors commencé à copier cette centrifugeuse de première génération, ce qui a permis au pays de développer progressivement son programme nucléaire. Selon les médias, Khan serait même venu en Iran au moins à deux reprises à cette période.

Aujourd'hui, l'Iran possède un vaste programme nucléaire civil et a développé de nombreuses centrifugeuses très modernes, ce qui inquiète les pays occidentaux alors que les négociations nucléaires avec les grandes puissances sont au point mort.

RFI

Tunisie

# Une marche contre le président Kais Saïed sous haute surveillance

**Le dimanche 10 octobre a été marqué par de nouvelles manifestations à Tunis. Cette fois-ci, ce sont les opposants au président tunisien Kais Saïed qui sont descendus dans la rue. Une manifestation très surveillée et moins accessible que les précédentes.**

Avant même d'arriver sur l'avenue Bourguiba, lieu de la protestation contre le président Saïed le ton est donné : des grappes de policiers quadrillent le quartier. La manifestation des opposants au président est placée sous haute surveillance. Certains policiers - faisant peut-être de l'excès de zèle - nous interdisent d'abord à plusieurs reprises l'accès au lieu de la manifestation. Informé de notre profession, un agent des forces de l'ordre indique alors : « Tu vas devoir passer par la rue de Paris. Les autres accès sont condamnés. Il y a un seul point d'entrée et de fouille, c'est depuis la rue de Paris. »

**« Le rassemblement a été scindé volontairement »**

Dans le cortège survolé par un drone, des protestataires éprouvent les mêmes difficultés à se frayer un chemin jusqu'au

théâtre municipal, point de ralliement depuis le début du mouvement.

« Le rassemblement a été scindé volontairement en cinq au moins pour ne pas donner l'impression que l'on était nombreux. On a compris ces pratiques. On a fait tout un détour pour pouvoir y accéder, c'était fatigant. Mais la vérité finit toujours pas trouver un moyen de se faire entendre », témoigne une manifestante.

Même constat fait par un homme croisé dans le cortège : « Ils ont mis des barrières partout. Ils nous ont retenus à l'entrée une demi-heure, mais on a fini par pouvoir entrer. C'était fatigant, ça a pris un peu de temps, mais on y est. »

**« Nous ne sommes pas des diables »**

Visiblement excédés par cette gestion de la manifestation, certains protestataires versent

dans une critique du pouvoir plus radicale que les semaines précédentes. La critique des mesures exceptionnelles du président Kais Saïed semble se muer progressivement en colère contre sa personne :

« Dans des discours, il dit que nous sommes le diable ou des personnes éméchées. Eh bien non, nous sommes le peuple, celui qui l'a élu. Il doit nous écouter, il n'a pas le choix. Nous ne sommes pas des diables et personne ne nous a payés pour venir à cette manifestation. On demande à ce que la Constitution qui lui a permis de devenir président soit à nouveau appliquée. C'est un coup d'État, ce qu'il a fait, c'est ce qu'on dit dès le début et c'est ce qu'on continuera à dire », témoigne une femme.

À deux pas de cette femme, un attroupement se forme. Une équipe de la télévision nationale



en pleine interview avec un député est chahutée par les manifestants qui l'accusent d'être à la solde du pouvoir. « Vous êtes les médias de la honte ! Les médias de la honte ! Dégage ! Dégage ! », hurlent les manifestants.

« On continuera les manifestations jusqu'à ce que le président nous entende. Il va

devoir nous écouter qu'il le veuille ou non ! », rajoute un homme. De nombreuses insultes et propos haineux envers le président tunisien ont émaillé cette manifestation qui se tenait alors que l'état d'exception entre dans sa douzième semaine.

RFI

« Racisme », « arrogance »

## Au sommet de Montpellier, les Africains ne ménagent pas la France

Lors d'une séance plénière électrique et sous des salves d'applaudissements, onze jeunes Maliens, Kényans, Burkinabés, Kényans, Camerounais... ont bousculé les usages et interpellé le président français, hôte de cette rencontre sans chefs d'Etat africains, une première dans l'histoire des sommets entre la France et le continent.



Ce format inédit privilégiant la société civile a été voulu par la présidence française, mais pris à bras le corps par les jeunes participants.

« La rupture a été voulue par les Africains, il ne faut pas croire qu'elle se décide à Montpellier », dans le sud de la France, s'est exclamée une jeune Malienne, Adam Dicko. « L'Afrique n'est pas un continent de misère ou de chômage, mais un continent jeune, optimiste, enthousiaste », a-t-elle poursuivi.

Sur scène, au milieu des participants, le président français écoutait attentivement, prenant des notes, avant une séance de réponses.

– pas de « pardon » –

Le blogueur sénégalais Cheikh Fall a demandé à la France de « demander pardon au continent africain » pour les crimes de la colonisation. « Et cessez de coopérer et collaborer avec ces présidents dictateurs. Et programmez un retrait progressif et définitif de vos bases militaires en Afrique! », a-t-il lancé à M. Macron.

Une jeune ressortissante du Kenya, pays anglophone, a sommé le président de s'engager à mettre « fin à la Françafrique » et ses pratiques opaques, et pointé les contradictions de la France.

« Elle est elle-même enlisée dans des questions de

racisme, et elle vient nous donner des leçons de démocratie ? Nous trouvons ça un peu arrogant », a lancé Adèle Onyango.

Prenant la parole, le président Macron a reconnu « la responsabilité immense de la France car elle a organisé le commerce triangulaire et la colonisation », mais s'est refusé à demander pardon, privilégiant « un travail de vérité » et non de « honte de soi et de repentance ».

Dans son discours liminaire, le président avait loué « la part d'africanité de la France ».

« Nous avons une dette envers l'Afrique », « un continent qui fascine le monde entier, qui parfois en effraie d'autres », a-t-il ajouté, allusion aux débats sur l'immigration qui marquent les débuts de la campagne présidentielle française, et qui ont été pointés à plusieurs reprises par les participants au sommet.

Le panel de jeunes Africains qui ont interpellé le chef de l'Etat français a été sélectionné à l'issue des dialogues menés pendant des mois à travers le continent par l'intellectuel camerounais Achille Mbembe, chargé de piloter le sommet.

– Restitutions –

Dès le début de la matinée, les centaines de jeunes participants avaient déjà exprimé leurs attentes, leurs doutes et leurs frustrations lors de tables rondes consacrées

à la démocratie, la culture, le sport ou l'entrepreneuriat.

Arrivé en fin de matinée, Emmanuel Macron a déambulé dans les stands et annoncé que la France redonnerait fin octobre au Bénin 26 œuvres d'art provenant du « Trésor de Béhanzin », pillé au palais d'Abomey en 1892 pendant les guerres coloniales.

Il met ainsi en oeuvre un engagement pris en novembre 2018, dans le cadre de cette « nouvelle relation » que la France entend nouer avec le continent et dont les restitutions constituent un des points saillants.

À l'issue du sommet, le président français, probable candidat à sa réélection dans sept mois, pourrait faire d'autres annonces, s'appuyant sur les propositions d'Achille Mbembe. Parmi elles, la création d'un Fonds destiné à soutenir les initiatives de promotion de la démocratie, des programmes permettant une plus grande mobilité étudiante, ou la mise en place d'un « forum euro-africain sur les migrations ».

Le tout dans un contexte particulièrement délicat. L'influence de la France dans son ancien pré-carré est de plus en plus disputée, particulièrement par la Russie. Et Paris est en crise ouverte avec deux de ses anciennes colonies, le Mali et l'Algérie.

AFP

**KèfinaFasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

**Pourquoi le site  
www.kefinafasso.com**

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, dénommé www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays.

«Kefinafasso» se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

L'objectif visé est de se positionner dans l'espace médiatique comme un site indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale.

L'administration et la rédaction du site «kefinafasso» se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte, de traitement et de publication des informations.

La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui déblaye le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site «kefinafasso» ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur [www.kefinafasso.com](http://www.kefinafasso.com)

**La Rédaction**

## Djihad au Mali

# Lutte des classes, révolte sociale ou révolution peule ?

**ANALYSE. Et si la plongée dans l'histoire complexe du Mali nous révélait les raisons pour lesquelles le djihad prend si bien racine, notamment dans la communauté peule. Après de certaines populations pénétrées par la philosophie djihadiste, la profession de foi musulmane a une résonance empreinte de radicalité nihiliste. © JOEL SAGET / AFP**

Par Julien Antouly, Bokar Sangaré, Gilles Holder\* pour Theconversation.com

Peu de gens le savent, mais le centre du Mali est marqué par une histoire politique et religieuse d'importance majeure. C'est dans cette région que les derniers États précoloniaux indépendants – l'État islamique de Hamdallahi, puis ceux de Ségou et de Bandiagara – se sont imposés à travers deux djihads successifs au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est aussi une zone écologiquement riche et contrastée de presque 80 000 km<sup>2</sup>, où vivent quelque 2,8 millions d'habitants – Dogons, Peuls, Bozos, Bambaras, Songhays, etc. – qui constituent ensemble une mosaïque de communautés socioprofessionnelles interdépendantes.

Dans un contexte où les histoires se superposent, les ressources naturelles sont en partage et les cultures enchâssées, les sources de conflit sont multiples. La région est vue de Bamako comme « le Nord » : pour les habitants d'une capitale hors sol, préservée des affres des conflits, tout ce qui se trouve au-delà de la région de Ségou (située à environ 200 kilomètres de Bamako) est perçu comme tel, c'est-à-dire linguistiquement et culturellement différent et potentiellement « rebelle ». Politiquement marginalisée depuis l'époque coloniale et sous-administrée, la zone a vécu de profonds bouleversements qui ont impacté les structures sociales, mais aussi, de façon plus spécifique, les modes de régulation entre communautés. Colonisation, abolition de l'esclavage, indépendance, sécheresses, démocratie, décentralisation, croissance démographique, politiques de développement qui peinent à articuler agriculture et élevage : autant de facteurs qui déstabilisent les relations intercommunautaires. S'y ajoute le conflit qui a éclaté dans le nord du pays en 2012, où la défaite de l'armée malienne a marqué symboliquement la fin du monopole légitime de la violence par l'État.

**L'interprétation par le djihad : les limites de l'expertise et de l'analyse par catégorie**

Dès les années 2000, le Mali fait l'objet d'une attention particulière du fait de l'implantation d'une katiba (terme militaire arabe désignant une brigade ou une compagnie) du GSPC algérien dans le Nord-Est et de l'enlèvement d'Occidentaux. De nombreux rapports et études sont commandés par les acteurs institutionnels, principalement étrangers, qui proposent autant de grilles de réflexion sur les dynamiques conflictuelles et modélisent les solutions.

Du côté de la France, principal acteur occidental impliqué, les analyses traduisent une vision sécuritaire, souvent importée d'autres contextes : le Mali a d'abord été inclus dans un « Arc de crise » qui couvrirait une large partie du monde musulman, avant d'être qualifié d'« État failli » et de devenir le théâtre de la « guerre contre le terrorisme » menée par la France.

Ces grilles de lecture par le haut, qui questionnent peu le postulat « djihadiste », ont été remises en question au profit d'approches fondées sur des facteurs locaux et non nécessairement religieux, notamment à la suite de ce qu'on a appelé le « glissement » du djihad vers le centre à partir de 2015. En 2012, l'attention internationale était en effet focalisée sur les groupes djihadistes qui opéraient dans les régions septentrionales du pays. À partir de 2015, la présence de groupes se réclamant du djihad s'est intensifiée dans le centre, ce qui a été présenté comme une

« dissémination », une « contagion » depuis le nord.

Parmi ces approches, l'hypothèse du conflit intercommunautaire a été proposée, surtout avec l'apparition de la katiba Macina dirigée par Hamadou Koufa. Initialement dénommé par les médias « Front de libération du Macina », ce groupe affilié à l'organisation Ansâr ed-Dîn est apparu début 2015 et a revendiqué plusieurs attaques, notamment celle ayant visé l'hôtel Radisson de Bamako en novembre 2015. Les populations peules, ou identifiées comme telles parce qu'elles sont de langues peules – selon les critères de filiation assignés par les Peuls de statut libre, tous les groupes fulaphones ne sont pas considérés comme Peuls stricto sensu ; c'est notamment le cas des esclaves – , sont accusées de pactiser avec les groupes djihadistes, entraînant en réaction la formation de groupes d'autodéfense (dogons, bambaras, mais aussi peuls selon les régions) sur des bases communautaires.

Ce point de vue a été critiqué pour son approche ethnocentriste et sa partialité, les groupes d'autodéfense étant perçus comme autochtones et, pour certains, progouvernementaux, là où les Peuls étaient collectivement considérés comme allochtones et djihadistes. Partant, une autre hypothèse s'est imposée plus récemment : celle d'une crise des modes de production et du pastoralisme qui expliquerait la paupérisation et la marginalisation des éleveurs.

Si ces analyses ne sont pas sans pertinence, elles ne sont pas non plus sans défauts, surtout lorsqu'elles reposent sur des catégories préconstruites qui labellisent les acteurs (groupes terroristes, milices d'autodéfense...).

Au-delà de ce biais méthodologique, le travail de catégorisation a aussi des conséquences lorsqu'il faut concevoir une sortie de conflit : d'une part, on ne conclut pas (ou difficilement) la paix avec des terroristes, et d'autre part, la catégorisation se traduit souvent par l'importation non contextualisée de solutions externes, dont on voit les limites ici comme ailleurs : processus de DDR (désarmement, démobilisation et réintégration), initiatives de réconciliation communautaire, déradicalisation...

Enfin, ces lectures par catégorie ont un corollaire : l'analyse de contexte. Il faut certes en tenir compte, mais le biais de cette démarche assez spécifique au marché de l'expertise est de considérer la dimension sociohistorique comme un facteur parmi d'autres du contexte, au profit d'une analyse court-termiste qui réifie les situations.

**Le djihad ou la rhétorique de la lutte contre les « exploités »**

En réalité, dans cette région qui fait le lien entre Nord et Sud, les luttes de pouvoir visant la stratification sociale et la chefferie sont au cœur de la conflictualité et ont pavé la voie à la poussée « djihadiste ». L'appel au djihad lancé en 2015 par Hamadou Koufa illustre bien cette situation : sa rhétorique contestataire contre les élites – autant politiques que traditionnelles – rencontre l'attention d'une partie des populations peules, essentiellement pasteurs nomades et descendants d'esclave.

De ce constat émerge une hypothèse peu mise en avant, mais qui éclaire autrement la violence des groupes se réclamant du djihad, et plus globalement la conflictualité au centre du Mali : la fragmentation du monopole légitime de la violence par l'État a mis au jour des antagonismes non réglés et a permis aux groupes sociaux dominés ou déclassés d'opérer une sorte de retour sur l'histoire, sous forme de règlement de comptes des régimes de

domination sociale et politique qui se sont maintenus au fil des époques.

Partie prenante du monde peul et incarnant l'idéal poétique du nomade sahélien suivant son troupeau, les griefs de certains pasteurs nomades sont dirigés contre les lignages détenant les droits d'accès aux herbages depuis le XIX<sup>e</sup> siècle – les *Jooro'en* –, qui ont imposé depuis plusieurs décennies des taxes disproportionnées avec la complicité de certains agents de l'administration.

Dans le delta intérieur du Niger et jusqu'au Hombori, des pasteurs ont ainsi constitué ou rallié des katibas qui ciblent l'aristocratie et les élites communautaires, au nom de ce qu'ils considèrent comme une lutte pour la libération.

Dans le Guimbala (région de Niafunké), des pasteurs servent plutôt d'auxiliaires au service des katibas et sont chargés de prélever la *zakat*, l'impôt religieux, sur les troupeaux des propriétaires. D'autres acteurs participent de cette économie du djihad, notamment les voleurs de bétail – les *terere* –, qui connaissent les circuits commerciaux parallèles et assurent la vente des animaux prélevés.

Outre les pasteurs nomades, les katibas recrutent au sein d'une communauté liée au monde peul, mais historiquement marquée par l'économie esclavagiste de celui-ci. Il s'agit des *Riimaybe*, terme devenu un ethnique, mais qui signifie littéralement « ceux qui ne sont pas nés » par opposition aux *Rimbe*, « ceux qui sont nés ». Il s'agit là d'une opposition quasi structurale entre l'individu qui appartient à un autre et qui n'est donc né de personne si ce n'est de son maître, et l'individu qui est de statut libre parce qu'il s'inscrit dans une filiation peule avérée (lignage, clan et tribu).

Ces communautés d'origine servile se sont autonomisées économiquement et ont massivement opté pour la scolarisation des enfants. Pourtant, les *Riimaybe* conservent une sorte de stigmatisation de la servitude aux yeux des anciens maîtres, qui les déclassent socialement et les écartent du pouvoir. Ces descendants d'esclaves constituent la base d'un second mouvement de lutte au centre du Mali. Dans le Sanari (région de Djenné) et le Macina (région de Mopti), d'autres *Riimaybe* ont noué des alliances avec des groupes d'autodéfense non peuls qui se réclament de la confrérie des chasseurs traditionnels *donso*, se présentant comme rempart contre les « Peuls esclavagistes ».

Le besoin de protection apparaît ici comme la première motivation des ralliements auprès des groupes armés qui exercent localement le monopole de la violence. Mais dans les zones de Nantaka et Koubi, au nord de Mopti, c'est l'arbitrage des djihadistes qui est recherché pour dénouer des conflits fonciers.

Au-delà des logiques de protection et d'arbitrage, les différents recours sont toujours locaux et opportunistes, témoignant d'une conflictualité liée à la mobilité sociale.

Les violences des groupes djihadistes renvoient à des luttes d'émancipation au sein même du monde peul : statutaire et politique pour le cas des *Riimaybe*, économique pour celui des pasteurs nomades. Ces luttes visent toujours ceux qui sont vus comme « exploités », qu'ils soient d'anciens maîtres ou qu'ils exercent des droits indus sur les pâturages.

Si cette hypothèse est recevable, il faut alors s'interroger sur la genèse historique de cette violence et sa spécificité. Les ressorts de la conflictualité dans le centre du Mali mettent en jeu des alliances officielles, des pactes implicites et des histoires parallèles mal connues ou négligées par les études de contexte, alors qu'elles

induisent une fragmentation des rapports de force.

**Le djihad ou l'histoire de l'État islamique qui ne passe pas**

Ces histoires s'enracinent dans le djihad conduit par l'État islamique de Hamdallahi – *Diina* en langue peule –, qui a bouleversé le XIX<sup>e</sup> siècle et constitue aujourd'hui encore la référence historique de la communauté peule, mais aussi des autres communautés de la région, pour qui l'époque était particulièrement dure.

Toutefois, cette mémoire parfois traumatique tient moins aux dimensions religieuses et politiques de l'État islamique qu'à la reconfiguration socio-économique forcée qu'il a opérée en sédentarisant la population peule d'une part, et en mettant en place une administration de la servitude d'autre part.

La politique de sédentarisation a concerné l'ensemble des clans peuls qui ont été contraints de former des localités – les *wuro* – et de mettre en valeur un terroir incluant des communautés d'agriculteurs assujettis et des *Riimaybe*.

Si ces chefferies possédaient toujours des troupeaux, elles ne participaient plus à la vie pastorale. Celle-ci revenait à un groupe socioprofessionnel constitué par l'État, qui forme encore aujourd'hui une communauté fermée et fortement endogame, exerçant un monopole sur le confiage d'animaux. Cette activité économique consiste à confier les troupeaux de différents propriétaires à un pasteur qui, en retour, est rémunéré soit en argent, soit en nature (une partie du croît des animaux). Quoiqu'antérieur à cette époque, ce système a été codifié au XIX<sup>e</sup> siècle, par l'État islamique de Hamdallahi.

Mais depuis quelques décennies, marquées par les insuffisances de la décentralisation, ces pasteurs, qu'on qualifie de « Peuls rouges » (*Fulbe wodebe*) en raison de la couleur claire de leur peau, subissent une pression fiscale croissante des chefferies qui contrôlent l'entrée des grands herbages, accélérant leur paupérisation et leur déclassement social.

Quant à la question de l'esclavage, elle est en partie la conséquence des besoins générés par l'État islamique pour ses activités stratégiques qui étaient assurées par des groupes serviles : batterie, construction de bâtiments, comptage de la monnaie de cauris... Mais elle est également liée à la sédentarisation et aux besoins agricoles des nouvelles localités peules, qui agrègent une main-d'œuvre servile restant à demeure et une masse d'esclaves « casés » dans des villages de culture.

Il n'existe pas de chiffres pour le centre du Mali, mais au Nord, l'administration coloniale estimait que 75 % de la population était de statut servile au début du XX<sup>e</sup> siècle. Jean François Bayart note le même phénomène au nord du Nigeria, où les descendants d'esclaves constituent la base sociale du djihadisme.

Au sein du monde peul, où la distinction entre libres et non libres est quasi structurale, la question de l'esclavage par ascendance est sensible et a entraîné des conflits durement réprimés par un État malien pour qui l'esclavage n'existe tout simplement pas.

Au Mali comme ailleurs au Sahel, ce phénomène a une profondeur historique qui l'écarte de la notion d'« esclavage moderne ». Il ne s'agit pas en effet de condition sociale et économique de la personne exploitée, mais de son statut juridique, qui fait d'elle une propriété meuble dénuée de responsabilité morale au sein de la société des maîtres. Or, quelle que soit sa condition sociale – riche ou pauvre, éduqué ou analphabète –, son statut servile

perdure indépendamment de l'affranchissement collectif qui a eu lieu lors de la chute de l'État islamique – s'il était esclave d'État relevant du Trésor public, le *Beyt el-mal* –, ou de l'accord de Ténenkou de 1903 entre les maîtres et les *Riimaybe*.

**Le djihad et la démocratie : balle au centre**

En soumettant la notion préconstruite du djihad à la complexité sociale et à l'histoire, on voit que les violences et les acteurs impliqués sont davantage liés à une logique de révolte qu'à une question religieuse. Cela ne signifie pas que le djihad soit une notion importée ou que les groupes djihadistes n'aient rien à voir avec l'islam.

D'une part, le djihad contemporain est un label performatif. D'autre part, le Sahel a vu une série de formations politiques au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles qui ont surgi au nom du djihad, et dont la particularité est d'avoir mobilisé parmi les populations peules marginalisées.

Le chercheur Christian Coulon rappelle que les religions peuvent être des appareils idéologiques que les classes subalternes s'approprient et adaptent à leur situation, de sorte que cet islam-là porte la marque des dominés. Mais il ajoutait que le champ islamique n'est pas immobile ; il évolue en fonction des changements au sein du groupe dominant et des rapports que celui-ci entretient avec celui des dominés. Face à la radicalisation des maîtres et des propriétaires fonciers qui ne veulent pas disparaître de l'histoire, « ceux qui ne sont pas nés » et ceux qui vivent en brousse se sont radicalisés à leur tour. Or la question est de savoir de quelle nature est cette radicalisation, quel est son projet, et pourquoi elle intervient aujourd'hui.

Modibo Galy Cissé rapporte les propos d'un administrateur civil qui expliquait : « L'idéal islamorévolutionnaire [...] est en voie de concrétisation dans le Delta. On a pris les faibles en leur donnant des kalachnikovs, transformant ainsi leur faiblesse en force, et on a pris les pauvres en leur donnant des pétrodollars, transformant ainsi leur pauvreté en richesse. On a ainsi créé un nouvel homme qui n'a peur de rien. » De nombreux indices tendent à montrer que l'idéologie de la révolte qui a cours dans le monde peul (au Mali, au Burkina Faso, au Niger...) n'est pas l'islam, même s'il est évident que le djihad contribue à mobiliser une sémantique de la libération.

Il permet d'animer, de verbaliser et finalement d'armer une lutte pour l'émancipation à l'égard de l'histoire, celle d'un État islamique qui aura fait des uns, des maîtres et des propriétaires, et des autres, des esclaves et des prolétaires. De même, le projet démocratique et ses promesses de liberté et d'individualité offrent une légitimité paradoxale au djihad à l'égard de cette sémantique de la libération.

De cette lecture se dégage alors quelque chose de révolutionnaire dans la crise au centre du Mali, dont il faut sans doute prendre la mesure : s'il s'agit bien de révolution, et il faut alors la considérer au sein même du monde peul, le processus d'un retour à une situation antérieure est probablement non négociable.

\* Julien Antouly est chargé de projets LMI MaCoTer, Institut de recherche pour le développement (IRD).

\*\* Bokar Sangaré est Chercheur associé, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako et LMI MaCoTer, Institut de recherche pour le développement (IRD).

\*\*\* Gilles Holder est anthropologue, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et codirecteur du Laboratoire Mixte International MaCoTer de Bamako (Mali).